

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE



SOMMAIRE n°62

REPRESSION CONTRE LES IMMIGRES... p.2
LE 1er MAI 1979, A PARIS..... p.3
ITALIE : LUTTES ET REPRESSION... p.3
L'EUROPE DE LA REPRESSION..... p.4
LES GAUCHISTES ET L'EUROPE..... p.5
LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME... p.6
LES "AUTONOMES"..... p.8

MENSUEL JUIN 79
3ff/30fb/2fs/0.70cts can.

SOLIDARITE AVEC LONGWY : LA COMBATIVITE OUVRIERE CONTRE LA REPRESSION

La bourgeoisie a cru que le mouvement était fini, qu'elle pouvait envoyer ses CRS liquider Longwy. Elle s'est trompée.

Les ouvriers de Longwy, à coups de pierres, de boulons, de cocktails molotov et de bouteilles de gaz enflammées, dans la ville enfumée, envahie, ravagée, se sont battus la rage au ventre, contre les charges des CRS dans la nuit du 17 au 18 mai.

Le gouvernement a mal calculé ; pourtant, il a tout fait pour démoraliser les ouvriers avant d'essayer la matraque. Une farce qui s'appelle "négociations" pour enregistrer tout simplement la volonté ferme du gouvernement de maintenir les 21.000 licenciements, le tout sucré de promesses douteuses pour faire avaler le poison. Des discours sur la "restructuration", parlant le langage de la rentabilité pour faire comprendre aux ouvriers qu'ils ne sont que des hommes-marchandises, un chiffre de plus ou de moins dans le calcul cynique du profit capitaliste. Et si les victimes ne sont pas d'accord pour aller sagement ieter leurs vies à la poubelle : les procès en flagrant délit, les CRS, la répression.

Mais il n'y a pas que des ennemis



franchement avoués, il y a aussi des appareils qui prétendent défendre les ouvriers mais ne font que les fatiguer, les ramollir, avant l'achèvement. Comment comprendre ? Diviser pour régner ? Voilà la division syndicale et leurs appels contradictoires. Fatiguer les troupes ? Alors, multiplier les actions sans lendemain : journées-promenades, discours des "élus", grèves-bi-

dons. Démoraliser les ouvriers les plus combattifs ? Les dénoncer comme "provocateurs" à la solde de Bonnet. Isoler la lutte ? Le sabotage de la

marche sur Paris ; enfermement région par région. Dévier le mouvement ? Campagne chauvine contre l'acier et les ouvriers étrangers au nom de la sidérurgie "française". Liberté d'expression ? Faire parler les bonzes syndicaux dans les assemblées ouvrières et ne pas donner la parole aux ouvriers. Répression ? Envoyer le service d'ordre syndical, protéger les CRS le 23 mars ou "trier" les ouvriers devant la porte de Dunkerque le 6 avril (cf. RI n° 61). Se cacher les yeux ne sert jamais à rien. Il faut regarder la réalité syndicale en face.

En voyant une certaine baisse de tension depuis quelques semaines et avec la reprise en main par l'encadrement syndical, la bourgeoisie croyait avoir désamorcé et démobilité les ouvriers. C'est à ces moments-là, croyant discerner une faiblesse que la bourgeoisie frappe lâchement, délibérément, les ouvriers et leurs familles, le couteau dans le dos.

(SUITE P.2)

GRANDE-BRETAGNE : DANS L'OPPOSITION COMME AU GOUVERNEMENT :

LA GAUCHE CONTRE LES TRAVAILLEURS!

Après quatre ans de serrage de vis imposé à la classe ouvrière sous le nom de "contrat social", le gouvernement travailliste est tombé. Il n'a pas résisté à la remontée de la lutte de classe, et les dernières grèves lancées sur le chemin tracé par celle des camionneurs au début de l'année lui ont porté un coup fatal. Trop peu d'ouvriers croient aujourd'hui dans les promesses de la gauche pour continuer à accepter des mesures toujours plus dures, blocages de salaires, licenciements...

Devant l'incapacité de la gauche travailliste à continuer à assumer son rôle au pouvoir, la nécessité s'est imposée à l'appareil d'Etat de redistribuer ses forces. Les luttes ouvrières l'ont ébranlé, et sa carte de gauche, la plus mystificatrice, s'est usée. Affaibli, l'Etat n'est cependant pas à bout de ressources. Il n'a pas éliminé la gauche. Elle continuera à le servir, mais dans l'opposition, en critiquant la politique étatique pour mieux la faire accepter aux travailleurs. Et l'expérience a montré maintes fois que dans l'opposition, la gauche reste un danger, et non des moindres, contre la classe ouvrière.

La solution mise en place en Grande-Bretagne n'est pas l'idéal pour la bourgeoisie. Mais dans les circonstances actuelles, mieux vaut encore pour elle une gauche qui refuse peu neuve et tente de reprendre le contrôle de la classe, que les catastrophes qui commencent à s'accumuler depuis quelques mois.

o0o

La bourgeoisie britannique avait joué cette carte de gauche en 1974, le

parti travailliste ayant été porté au pouvoir pour dévoyer les grèves massives contre le gouvernement conservateur Heath. Ces cinq dernières années ont vu une accélération de mesures de capitalisme d'Etat - nationalisation des chantiers navals, soutien de l'Etat à British Leyland, création du "comité national d'entreprise", etc., et en complément une attaque sans précédent contre les niveaux de vie des ouvriers, et une accélération de l'exploitation. Ce résultat fut la plus grande grève depuis 72-74, en janvier et février, comprenant une grève des camionneurs qui, entre autres, a bloqué complètement l'approvisionnement de la ville; et suscité dans la presse bourgeoise nombre de lamentations sur ces comités de grève qui se comportaient comme des "soviets".

C'est la réaction ouvrière à l'austérité travailliste qui a sonné le glas du gouvernement centriste Callaghan, incapable de voiler la nudité de son programme d'austérité pour le futur. Callaghan savait bien qu'une élection générale verrait probablement une victoire des conservateurs, lui qui faisait désespérément tenir un gouvernement minoritaire depuis octobre '78, contre l'avis de nombreux membres de son propre parti.

Ce n'est pas en soi le poids des

(SUITE P.5)

FRANCE: CONTRE LE SABOTAGE SYNDICAL: ORGANISONS NOS LUTTES!

La riposte des ouvriers de Longwy et Denain face aux menaces de licenciement depuis février a profondément modifié le climat social en France. En occupant la rue, en s'affrontant aux séides de l'Etat, en ne restant pas passifs face aux attaques et provocations de la bourgeoisie, les travailleurs de la sidérurgie ont montré que la classe ouvrière n'était pas prête à se laisser mettre au chômage sans réagir, à se faire ballader par les syndicats au fil des manifestations sans but et des négociations-bidons, à accepter la misère pour mieux défendre la sidérurgie française.

Parce qu'ils sont descendus dans la rue, parce qu'ils ont osé relever la tête, les sidérurgistes ont montré à l'ensemble de la classe ouvrière le chemin qu'il faut suivre, celui de la lutte décidée. Ils ont mis fin à ce qui, durant des mois apparaissait comme une fatalité : les licenciements à répétition comme à Terrin, comme à Manufrance où plus de 600 licenciements viennent encore d'être décidés avec le soutien des élus de gauche. Simplement, même si la bourgeoisie n'a pas entièrement cédé, en faisant reculer l'échéance des licenciements, en obtenant des indemnités de licenciements notables (50.000 F), les sidérurgistes ont montré que la lutte pouvait payer, pouvait faire reculer la bourgeoisie, ce faisant ils ont rallumé l'espoir de l'ensemble de la classe ouvrière qui, aujourd'hui, est confrontée partout au même problème : ou conserver son emploi en travaillant plus, en voyant ses conditions de travail se dégrader ou se retrouver sur le pavé, dans la misère du chômage.

LA PEUR DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie a eu peur. Pourquoi? Pas seulement parce que les ouvriers se sont affrontés violemment à la police, parce qu'ils ont attaqué les commissariats, saccagé les chambres patronales, des bureaux des impôts ou des banques, mais surtout parce qu'en faisant tout cela, ils débordaient l'encadrement syndical. En prenant la rue, en n'obéissant pas aux consignes syndicales, en n'écoutant pas les appels au calme des élus de gauche, les travailleurs ont montré que le ron-ron syndical des négociations interminables, des manifestations-processions dans le "calme et dans l'ordre" n'étaient plus suffisants pour les abuser totalement et les mener à accepter les coupes sombres de l'austérité nationale.

Les syndicats ont été débordés par la dynamique de la colère ouvrière, dans un premier temps, ils ont été in-

capables de contrôler ce mouvement. C'est pourtant pour cela que l'Etat les subventionne, pour empêcher le développement de la lutte de classes. C'est leur tâche spécifique. Lorsqu'ils ne remplissent pas cette fonction, la bourgeoisie commence à trembler, car les fidèles chiens de garde syndicaux sont le rempart de la classe dominante pour la protéger des assauts du prolétariat. Ce n'est pas un hasard si au lendemain des affrontements de Denain, on voit le Ministre du Travail en personne, Robert Boulin, saluer "le sens des responsabilités des syndicats".

De cela, la classe ouvrière doit tirer les leçons :
- si la bourgeoisie a reculé un tant soit peu, c'est uniquement quand les appareils syndicaux paraissent débordés. Lorsque ceux-ci ont commencé à reprendre les choses en main, la situation s'est enlisée dans des négociations interminables sans résultats...els.

- lorsque les syndicats sont débordés, la bourgeoisie n'hésite pas à envoyer ses CRS. Lorsque la répression déguisée des syndicats ne suffit plus, c'est à la répression ouverte que les travailleurs ont à faire face : la matraque policière et la justice pour l'exemple.

(SUITE P.2)

● lire page 4
UNE SEULE EUROPE:
CELLE DE LA REPRESSION!

ORGANISONS NOS LUTTES

(SUITE de la P.1)

QUELQUES CARACTERISTIQUES DE LA LUTTE

Avec la faillite du Programme Commun, finies les illusions sur une pseudo-victoire électorale qui en amenant la gauche au pouvoir, améliorerait les conditions de vie de la classe ouvrière. Le terrain des élections a montré sa caducité, le mythe du Programme Commun avait permis à la bourgeoisie d'obtenir la paix sociale derrière l'illusion qu'il ne servait à rien de lutter mais qu'il fallait voter à point. Aujourd'hui, alors qu'il est visible que le vote ne sert à rien, plus que jamais, apparaît la seule voie réelle pour la classe ouvrière : la lutte intransigeante contre toutes les attaques de la bourgeoisie.

La violence des affrontements est à la mesure de la violence des attaques de la bourgeoisie ces dernières années contre les conditions de vie des travailleurs. Elle est la preuve concrète de la colère grandissante des ouvriers. Se retrouver au chômage, cela veut dire se retrouver le dos au mur, crever la faim avec sa famille et cela signifie la misère. C'est face à cette situation que veut lui imposer la bourgeoisie que se sont insurgés les chômeurs de Caen en novembre 1978, les ouvriers de Saint-Nazaire et rive Saint-Chamond en décembre 1978, de Longwy, de janvier jusqu'à aujourd'hui, de Rouen et de Denain en février, de Fos en mai, en s'affrontant violemment avec les forces de l'ordre bourgeois. La violence des affrontements est bien une caractéristique générale de la vague de luttes, de la forte combativité de la classe ouvrière qui n'est pas prête à se faire museler au nom des besoins du capital national.

Une autre caractéristique marquante de cette vague de luttes, c'est qu'elle s'est développée quasiment sans occupations d'usines. En effet, face à des entreprises qui ferment, qui veulent licencier, le blocage de la production n'est pas la meilleure arme, n'est pas le meilleur moyen de pression contre la bourgeoisie. Les exemples de Terrin et de Manufrance sont là pour nous le démontrer où finalement la bourgeoisie opère quasiment sans coup férir ses licenciements. L'occupation tant prônée par les syndicats (notamment la CGT) prend un furtif goût d'enfermement des ouvriers dans l'usine afin de mieux les contrôler, de mieux les démoraliser, de mieux leur faire accepter la défaite.

En n'occupant pas les usines, les travailleurs de Longwy et Denain ont gagné la rue et en gagnant la rue ils réalisent l'union par delà les divisions syndicales et politiques. C'est dans la rue que s'est réalisée l'union avec les chômeurs, les jeunes des familles ouvrières et la solidarité de la population de toute la ville.

C'est contre ces aspects qui ont fait la force du mouvement que va s'agencer la contre-offensive syndicale.

LA CONTRE-OFFENSIVE SYNDICALE

Les syndicats ont un seul mot d'ordre : diviser la classe ouvrière pour mieux régner sur elle. Après avoir été surpris et débordés par la combativité ouvrière dans un premier temps, la contre-offensive syndicale n'a pas tardé à se mettre en place en divisant les ouvriers par régions, par branches d'industrie, en utilisant à fond la division syndicale et en se partageant le travail entre CGT et CFDT.

Premier but des syndicats : enrayer la violence ouvrière qu'ils ne peuvent contrôler. La violence de masse de la classe ouvrière a ceci de particulier, c'est qu'elle paraît d'emblée justifiée aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière qui sait bien ce que chômage veut dire. Pour éviter tout danger de généralisation, la propagande syndicale va donc s'acharner à démontrer que la violence n'est pas le fait des ouvriers, mais celui de la provocation policière de l'Etat et des patrons dans un premier temps, et ensuite que cette violence n'est pas réellement le fait d'ouvriers, mais le fait de provocateurs, d'"autonomes", d'"éléments étrangers à la classe ouvrière". La marche sur Paris du 23 mars a été la pierre de touche de cette campagne à laquelle toute la bourgeoisie a participé, des Gis-

cardiens au PCF.

Dans un même temps, pour user la combativité ouvrière, ce sont les fameuses opérations "coups de poing". La violence encadrée par les syndicats, stérilisée, dévoyée sur des objectifs secondaires : la bourgeoisie préfère voir des wagons de minerais étrangers renversés que des commissariats, des banques ou des préfectures attaqués.

D'autre part, il fallait éviter les rassemblements de rues qui risquaient de dégénérer, pour cela la CGT notamment va pousser aux occupations, à la grève, de manière à mieux enfermer les ouvriers dans l'usine.

De toutes ces manoeuvres, le résultat est une démoralisation croissante des ouvriers, qui avec la main-mise syndicale se retrouvent divisés entre CGT et CFDT, isolés dans les usines soit-disant occupées, qui voient se dérouler des négociations sans fin et sans résultats concrets. Par exemple, de plus en plus nombreux sont ceux qui à Longwy acceptent l'indemnité de licenciement de 50 000 F pour ne pas se trouver au chômage sans rien devant eux.

PERSPECTIVE

Cela veut-il dire que les luttes ouvrières de ces derniers mois sont maintenant terminées ? Que la classe ouvrière est démoralisée et prête à mettre le cou sous la guillotine de l'austérité bourgeoise ? Certainement pas.

La réaction des travailleurs de Longwy le 18 mai, l'émeute et la mise à sac de tout ce qui symbolise l'Etat capitaliste, le fric : Banque de France, ENP, Centre des Impôts et même syndicats d'initiative, après des mois durant lesquels les travailleurs ont été fourvoyés dans toutes les impasses par les syndicats (défilés, opérations coup de poing, journées ville-morte, négociations-bidons, occupations-enfermement) en dit long sur la combativité de la classe ouvrière aujourd'hui. Si la démoralisation commence à poindre, la classe ouvrière n'est pas pour autant démoralisée, sinon il n'y aurait pas de telles réactions. Plus que la démoralisation, ce qui poind, c'est la lassitude des méthodes syndicales comme le démontre le fait que l'appel des syndicats à la grève le lendemain a été un échec.

Pour les travailleurs de Longwy, qui ont été à la pointe de l'offensive contre l'austérité capitaliste, comme pour tous les travailleurs, ce qui a motivé les luttes hier est toujours là. La menace des licenciements est toujours suspendue comme une épée de Damoclès qui ne demande qu'à trancher dans le vif. De ce point de vue, rien de changé, et ce ne sont pas les promesses dérisoires du gouvernement quant à de futures et hypothétiques créations d'emploi qui pourront abuser longtemps les ouvriers réduits au chômage.

Ce qui a fait la force de la vague de lutte de ces derniers mois, c'est sa capacité à déborder du cadre syndical, à aller au-delà des consignes lénifiantes, des appels au calme des leaders syndicaux. Que veut dire "rester calme" lorsque la police quadrille les rues, matraque les ouvriers ? Que veut dire rester calme lorsque le seul avenir proposé est celui de crever de faim avec des allocations-chômage de misère ? Si les travailleurs de Longwy

et de Denain étaient restés "calmes", les licenciements auraient déjà eu lieu. On voit ce que les appels au calme des syndicats veulent dire.

Mais les illusions sur les syndicats sont encore tenaces. C'est précisément pour cette raison que la lutte a marqué le pas. De cela, les prolétaires doivent tirer les leçons jusqu'au bout. Faire preuve de combativité au point de déborder les syndicats et leurs consignes lénifiantes, c'est bien, c'est à ce moment que la bourgeoisie a commencé à reculer, qu'elle a eu peur, mais si, ensuite, on laisse canaliser, diriger cette combativité par les syndicats, la démoralisation, la division et l'affaiblissement de la lutte ne sauraient tarder. C'est ce qui s'est passé à partir du moment où les syndicats ont repris les choses en main.

Camarades,

Lutter, c'est aussi réfléchir, discuter, tirer les leçons de ces mois de lutte. Et au moins une leçon est claire : malgré leurs belles phrases, leur verbiage ouvrier, les syndicats, loin de défendre nos intérêts, prennent la tête de nos luttes pour mieux les saboter.

Laisser les syndicats organiser nos manifestations, c'est les condamner à devenir des défilés-processions. Souvenons-nous du sabotage syndical de la marche sur Paris du 23 mars.

Laisser les syndicats parler à notre place, c'est devenir muets. Souvenons-nous des magouilles syndicales pour saboter nos assemblées générales.

Laisser les syndicats organiser les occupations, c'est se condamner à se laisser enfermer. Souvenons-nous de Manufrance, de Terrin et des centaines de travailleurs qui ont été licenciés.

Laisser les syndicats organiser la lutte à notre place, c'est se condamner à l'isolement d'abord, à la démoralisation ensuite, à la défaite toujours.

Dans ces conditions : que faire ?

Parce que les syndicats n'organisent pas la lutte, mais la sabote, il faut que nous prenions en charge nos luttes nous-mêmes. En ne laissant pas les syndicats stériliser les assemblées générales, mais en faisant des lieux de discussions et de décision.

En ne restant pas prisonniers dans l'usine, mais en allant chercher la solidarité massivement, c'est-à-dire ne pas laisser les délégations syndicales faire cette tâche pour mieux nous isoler, en racontant des mensonges. En organisant des comités d'actions qui regroupent les éléments les plus combattifs pour impulser la lutte. En prenant en charge nos grèves par des comités de grève élus et révocables par l'assemblée générale.

Cela peut sembler peu réaliste à certains, mais ce que nous devons savoir, c'est que, de toute façon, c'est mille fois plus réaliste que de croire que les syndicats puissent changer et défendre nos intérêts.

Le chemin est difficile, mais c'est le seul. Nos luttes d'aujourd'hui ont posé le problème que celles de demain devront résoudre. Savoir quel est l'obstacle que nous devons franchir, c'est déjà le premier pas pour le franchir.

le 20/5/79 J.J.

SOLIDARITE

(SUITE de la P.1)

C'est vrai que les ouvriers sont consternés de constater cette division du travail entre le gouvernement et l'encadrement syndical (d'abord la CFDT qui s'avance et puis maintenant la CGT en vedette). Que faire pour continuer à lutter dans cette situation, ce n'est pas facile à trouver.

La bourgeoisie a réussi à faire le procès des soi-disant autonomes du 23 mars, à traîner des ouvriers, chômeurs, lycéens, travailleurs immigrés devant le tribunal. Elle a même fait un 2ème procès pour aggraver les peines : dix-huit mois pour un lycéen, quinze mois pour avoir lancé des pierres, un an de prison ferme à un travailleur immigré qui ne parle pas français, qui n'a pas d'avocat... et qui a ramassé un abat-jour par terre. La morgue de la bourgeoisie ne connaît pas de limites. Pourquoi ces peines délirantes ? Jinsberger, l'avocat général de la vengeance bourgeoise nous explique : " Il faut défendre l'ordre contre le désordre. Toute mesure d'indulgence n'est qu'une mesure de faiblesse". Et, dans l'ensemble, les ouvriers ont laissé faire.

A travers les inculpés, quels que soient leurs noms ou ville, la bourgeoisie visait Longwy, Denain, Dunkerque, Fos, tous les ouvriers qui refusent de plier les genoux devant les besoins du capital. Après les discours des magistrats et procureurs, viennent les grenades de chlore à tir tendu la nuit du 18 mai à Longwy.

La bourgeoisie a voulu faire de Longwy un exemple : briser la résistance ouvrière. Mais Longwy est pour nous, le symbole de la lutte ouvrière contre l'austérité. Longwy, exemple de la réussite de la bourgeoisie ou exemple pour la classe ouvrière ? C'est ça qui s'est joué le 18 mai, et la classe ouvrière l'a emporté. Quand le gouvernement a ramené des CRS d'autres villes et a chargé contre la population sans défense, les ouvriers ont montré de quoi ils sont capables, comment ils peuvent lutter avec acharnement et s'organiser pour riposter.

Maintenant, il y a 5 ouvriers pris en boucs-émissaires que le gouvernement va juger. Que faire ?

Les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Quand les syndicats viennent dire qu'ils sont vos défenseurs, et qu'ils prennent à coeur vos luttes, rappelez-vous qu'hier ils vous ont traîné dans la boue comme "provocateurs". Rappelez-vous du 23 mars. Du 1er mai à Longwy quand ils ont appelé à une manifestation pacifique bidon contre d'autres ouvriers qui étaient en train de se battre. Tout à coup des belles phrases ? Pour jeter de la poudre aux yeux, parce que c'est dans l'intérêt des centrales syndicales de se redorer le blason avec un peu de phraséologie radicale bon marché. Autrement, comment capter le mouvement pour se mettre à sa tête ? Ils utilisent la colère des ouvriers aujourd'hui pour servir leurs intérêts politiciards de chapelle. Marchais et Mitterrand se réveillent "indignés" ? Des hypocrites. N'est-ce pas eux qui ont découragé les combats dans l'intérêt des élections avant 1978 ? Eux qui ont fait des appels au calme et à la "dignité" quand ça leur servait. Même si, aujourd'hui, ils ont pris le train en marche, ils recommenceront demain à saboter ouvertement les luttes.

La solidarité avec les 5 inculpés de Longwy, c'est d'aller massivement au tribunal ; seule la peur de la colère ouvrière peut faire reculer la bourgeoisie. Ne laissez pas aux avocails-lons ni à quiconque d'autre prendre en charge votre solidarité.

Que les ouvriers tirent le bilan de leurs luttes de ces derniers mois non par réaction, au coup par coup, mais à fond sans peur des faiblesses, avec l'audace de mettre en question les recettes syndicales. Rester mobilisés, s'organiser, en comités d'actions sans carcan syndical, chercher les contacts directs avec les ouvriers des autres villes, c'est le seul chemin efficace.

La résistance ouvrière contre la crise du capitalisme sera une lutte longue et très dure ; ce n'est que le début. C'est pour cela qu'à Longwy, ce ne sont pas les ouvriers d'une seule ville qui se battent, ni de la Lorraine, ni même de la France, c'est toute la classe ouvrière de ce monde meurtri qui résiste par vous à la misère et au chômage.

Que la bourgeoisie sache que le temps où on pouvait frapper sur les ouvriers impunément, c'est fini. Que, de Longwy et du tribunal de Briey résonne la solidarité dans la lutte.

le 20/5/79. J.A.

TRAVAILLEURS IMMIGRES :

POUR LUTTER CONTRE LA REPRESSION, LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT !

Après les foyers SONACOTRA de Strasbourg, Sartrouville, St Germain en Laye, Chilly-Mazarin et bien d'autres, les CRS multiplient leurs "descentes" et jettent des travailleurs et parfois des familles entières à la rue. Le but évident d'une telle répression est de briser la lutte exemplaire des ouvriers immigrés en grève, depuis maintenant 4 ans, contre des loyers abusifs et des conditions d'habitat inhumaines.

Parallèlement à cela, le gouvernement est en train de "ruminer" quelques projets de lois afin d'imposer en les institutionnalisant des mesures anti-ouvrières : projet Stoléru sur les statuts des résidents, projet Bonnet sur la réglementation de l'immigration, etc.

Pourquoi une telle offensive de la bourgeoisie, aujourd'hui, contre cette fraction de la classe ouvrière ?

-D'abord et avant tout parce que, face à l'approfondissement constant de la crise, la bourgeoisie ne peut retarder plus longtemps les mesures d'austérité, que ce soit sous la forme de licenciements massifs, de chômage, de baisse des salaires, d'augmentation

des charges sociales, d'expulsion des travailleurs immigrés.

-Dans le cas bien précis de la grève des foyers SONACOTRA, il s'agit aussi de frapper fort, tant que cela paraît possible, pour briser une fraction de la classe qui a montré le plus de combativité ces dernières années.

-Enfin, il s'agit de frapper maintenant un des maillons les plus vulnérables de la classe afin de profiter de son isolement.

Face à cette offensive, les travailleurs immigrés ont montré et montrent encore l'exemple à l'ensemble de la classe ouvrière, par la détermination dont ils ont fait preuve alors que leur lutte restait relativement isolée, par leur clairvoyance en s'organisant de façon autonome, à travers un comité de coordination, pour défendre leurs intérêts de classe.

Aujourd'hui, avec la reprise des luttes ouvrières qui s'est opérée ces derniers mois à l'échelle internationale et plus particulièrement en France, les conditions d'isolement, qui ont

1^{er} MAI A PARIS:

MANIFESTATION DES SERVICES D'ORDRE DE LA BOURGEOISIE

• "Comment donc, s'écrient les bourgeois, une fête du travail, mais, bien sûr. Le travail est sacré. Nous allons fêter le travail". Les manifestations sanglantes d'autrefois sont devenues des processions légalisées qui cachent la sanglante réalité de chaque jour... La bourgeoisie s'est emparée des symboles ouvriers, du drapeau rouge, du Premier Mai. Tous les régimes, celui de Staline, celui d'Hitler, de Pétain, de la 4^{ème} République ont proclamé ce jour "fête nationale".

C'est en ces termes que nos camarades d'"Internationalisme" avaient dénoncé le 1^{er} mai 1947. Et la "fête du travail" prenait réellement tout son sens après des années de guerre, et de destruction, alors même que la perspective pour le prolétariat était celle d'années d'austérité pour la reconstruction nationale.

La période a changé, la reconstruction est terminée depuis une dizaine d'années, et la bourgeoisie ne peut plus "dormir tranquille et ne pas trembler de peur" devant un prolétariat qu'elle voit ressurgir un peu partout d'un passé où elle le croyait enterré. Mais le sens du Premier Mai a-t-il changé ? Le Premier Mai, avec la reprise de la lutte prolétarienne pourra-t-il redevenir ce qu'il était au siècle passé ?

Les faits parlent d'eux-mêmes : le 1^{er} mai 1979 n'a pas manqué d'être, une fois de plus, et comme en 47, le "spectacle attristant" traditionnel, et il a été un moyen pour la bourgeoisie, de faire une démonstration de sa force. Celle de sa police officielle, celle qui est payée par l'Etat et destinée tout spécialement à un rôle de

répression pour le défendre. Celle qui est organisée par les syndicats, dans les usines et dans la rue, et qui est subventionnée par l'Etat. Celle même des trotskystes comme la ICR qui a proposé ses bons services d'une manière tout-à-fait désintéressée dans la tâche d'encadrer les manifestations.

Depuis toujours, dans toutes les manifestations, il était normal de rencontrer quelques policiers en tenue ici et là. Mais c'est bien la première fois que le spectacle du Premier Mai commence par un cordon de CRS suivi des officiels syndicaux : à se demander si les CRS "protégeaient" les officiels syndicaux d'attaques extérieures ou si ceux-ci protégeaient les CRS des manifestants qui étaient derrière. Pour la première fois pour un Premier Mai, la police est partout : devant, sur les côtés, derrière, prête à pourchasser les manifestants à la dislocation.

Les délégués syndicaux, quant à eux, étaient encore plus nombreux par les cordons de service d'ordre latéraux qu'à l'intérieur même de la manifestation. Et pour cause ! Le 1^{er} mai n'était pas une manifestation d'ouvriers en lutte, mais une occasion pour les syndicats de faire, à bon compte, montre de leur force et d'empêcher toute possibilité pour des travailleurs "inorganisés" de se joindre à la manifestation. Encore une fois, ils ont joué leur rôle de chiens de garde de la bourgeoisie, et, cela, bien sûr, ce n'est pas nouveau.

Mais voilà que la ICR a décidé elle aussi de participer à la curée, qu'elle a entraîné ses militants à chanter

en chœur et à marcher au pas, qu'elle a donné des gages de bonne volonté à la police officielle en déclarant : "Nous combattons ces "autonomes" afin de tout faire pour imposer que le cortège puisse se tenir. Dans la mesure où ils s'attaquent à un cortège ouvrier, s'y abritent pour tenter de le manipuler au détriment du droit de manifester mis parallèlement en cause par le gouvernement, ces "autonomes" devront être traités en adversaires, sans ambiguïté" ("Rouge", n°864). Et c'est vrai qu'à la dissolution de la manifestation, la ICR a joué son rôle sans ambiguïté. Elle est d'ailleurs



saluée pour cela par son homologue IO: "La police ne peut invoquer aucun incident du fait de l'extrême-gauche. Au contraire même, puisque c'est le service d'ordre de la ICR qui s'est opposé aux quelques autonomes qui, place de la République, ont tenté de lancer quelques projectiles sur les CRS !" (IO n° 570).

Et tout cela au nom du "droit de manifester" que la ICR a demandé, comme tous les partis de gauche et les syndicats au gouvernement, et qu'elle a obtenu, sous condition de maintenir le calme, condition qu'elle a largement respectée. La charge de CRS contre le service d'ordre de la ICR n'est qu'une bavure entre la police officielle et des rabatteurs de la gauche qui ne sont pas moins dangereux, ils l'ont montré.

La classe ouvrière ne demande pas de droit de manifester, elle le prend. A Longwy, à Denain, et ailleurs encore, elle n'a pas demandé le droit de brûler les archives patronales, ou les feuilles d'impôt, celui d'attaquer les commissariats. Ce droit-là, elle le prend, et, pour cela, elle s'attaque à la police officielle, aux syndicats, aux partis de gauche et d'extrême-gauche.

Peu d'ouvriers participaient à cette manifestation organisée par tous les services de l'ordre capitaliste. Ils profitaient du soleil et du jour chômé pour se reposer d'une année de travail. D'autres, comme ceux de Longwy, s'attaquaient au commissariat, pendant que les syndicats et les partis de gauche manifestaient à Longwy-le-Haut. Les Premier Mai sont maintenant des manifestations de la bourgeoisie, et jamais encore l'article de nos camarades d'"Internationalisme" ne s'est justifié avec plus de vérité. Et, c'est contre cette force de la bourgeoisie que le prolétariat a recommencé la lutte, et qu'il vaincra s'il sait en retrouver les moyens.

N.M.

ITALIE :

ON N'ARRETE PAS LA LUTTE DE CLASSES

(TRACT)

• Il n'y a pas qu'en France que la répression de l'Etat bourgeois se fait plus dure contre la combativité ouvrière. Ici, tous ceux qui sortent des cadres imposables par la bourgeoisie pour asseoir son autorité sont arrêtés comme "voyous", ou "autonomes" ; en Italie, c'est sous couvert de lutte contre le terrorisme, que l'Etat s'attaque aux fractions les plus combattives de la classe.

Dans les deux cas, la bourgeoisie tente, par ses campagnes contre la violence pour la "démocratie", et par une répression accrue, d'intimider, de dissuader la classe de poursuivre une lutte qui commence à l'inquiéter.

En Italie, dernièrement, elle a multiplié les arrestations, perquisitions à l'encontre de ceux qui ont lutté avec détermination, comme les hospitaliers, dont la grève très dure s'était affrontée aux syndicats, et plus spécifiquement à l'encontre du "milieu de l'autonomie ouvrière" : ce milieu ne recouvre pas, en Italie, exactement la même réalité qu'en France : plus lié à la classe ouvrière, comme son nom l'indique, mais aussi plus large et vague, regroupant depuis des théoriciens modernistes jusqu'à des comités de travailleurs qui s'en réclament.

En réaction aux dernières arrestations massives effectuées contre les militants de ce milieu, qu'ils se réclament du terrorisme ou qu'ils le dénoncent, nos camarades en Italie ont diffusé un tract pour mettre en avant la portée qu'elles revêtent pour la lutte de classe. Nous le reproduisons ici.

• "Le Quartier général des Brigades Rouges démantelé" titrait à pleine page Paese Sera, le journal des mille et une provocations anti-ouvrières. "Le mystère est éclairci" criaient en chœur les magistrats et les flics, les partis et les syndicats : dix ans de grèves et de manifestations, d'affrontements et d'attentats n'ont pas leurs origines dans la crise insurmontable du système social auratelier duquel viennent se nourrir toutes ces canailles. Non, ils ont leurs origines dans le cerveau, génial mais pervers, de quelques supermen diaboliques de la subversion violente. A ce chœur, se joignent ceux qui veulent bien qu'on arrête, mais avec des preuves, pour sauver un minimum les apparences.

A propos de quelles preuves divague cette racaille, la sueur et le sang de générations entières d'ouvriers ne sont peut-être pas une preuve suffisante de la nature criminelle de l'Etat des patrons et de l'innocence totale aux yeux des prolétaires de quiconque se bat contre cet Etat? Mais les porte-paroles de la bourgeoisie, d'Andreotti à Panella, sont tous d'accord sur le fait essentiel : pour les uns, sont en procès les "professeurs du terrorisme", pour les autres les "intellectuels et la liberté d'opinion" les uns et les autres mentent : **CE QUI EST EN PROCES. CE SONT LES LUTTES AUTONOMES DU PROLETARIAT !**

Les magistrats ont beau chercher à distraire l'attention en faisant les clowns avec les livres de Toni Negri et les articles de Scalone, les pro-

létaires les plus conscients sentent peser sur leur nuque le regard lourd de ces courageux défenseurs de l'Etat démocratique. Au delà de tous les romans de la presse sur les "facteurs" et les "téléphonistes" des Brigades Rouges, c'est les travailleurs des Postes et Télécommunications, leur avant-garde qui est visée. Le colporteur de l'anti-terrorisme n'est pas pointé sur le fantomatique "Mr. X qui tire les fils de la terreur", mais sur les comités de grève des hospitaliers, sur les assistants de vol d'Alitalia, qu'on traite de "corporatistes et incontrôlés", sur les ouvriers "voyous et fainéants" d'Alfa Sud.

Les patrons avaient espéré que le reflux qui avait fait suite à la vague de lutte de 69-73 serait l'expression d'une reprise durable du contrôle syndical sur la classe, et que la combativité des prolétaires italiens serait définitivement canalisée dans les comédies électorales pour le "gouvernement de gauche".

Les choses ont mal tourné. A partir de 77, les craquements et les failles se sont multipliés, obligeant les propagandistes de "l'ordre règne en Italie" à de continus ajustements de tir.

1977 : face à l'expulsion de Lama de l'université de Rome et à la révolte de Bologne, le PCI élabore la théorie des "deux sociétés" : les ouvriers intégrés et confiants dans les institutions, opposés aux étudiants inorganisés et proies faciles pour le terrorisme (et il y a un certain nombre

d'autonomes assez crétiens pour le croire).

1978 : la perte de contrôle des syndicats dans le secteur public pousse les appareils syndicaux à la dénonciation des "groupes apparentés aux Brigades Rouges" qui se sont infiltrés parmi les travailleurs pacifiques des postes, des téléphones, les hospitaliers. L'usine au contraire résiste (c'est ce qu'ils disent).

1979 : face à la montée de la contestation dans les usines, aux échecs chroniques des grèves, l'anti-terrorisme commence à admettre : " il est certain que depuis quelques temps il y a une pègre dans les usines... des gens qui détestent le travail, l'usine..." (La Repubblica, 29-3-79). On tente d'opposer les jeunes ouvriers exaltés aux ouvriers mûrs et responsables.

Mais toutes les contorsions théoriques des idéologues du capitalisme ne suffisent pas à cacher ce qu'est la classe ouvrière toute entière qui est la "terroriste" qu'il faut frapper, que c'est son indifférence aux intérêts nationaux "l'infection" qu'il faut éliminer. Les hospitaliers ont montré que la lutte de masse (et non les attentats) peut mettre en crise le contrôle des patrons. Ceci malgré, et JUSTEMENT A CAUSE DE CELA, le fait qu'à quelques mois des grèves, 70 travailleurs hospitaliers de Florence se soient fait interpeller à leur travail et chez eux pour être photographiés et fichés comme "suspects terroristes". Leurs noms, ils ne les avaient pas trouvés dans un "repaire" quelconque, mais dans les listes établies par les syndicats.

Les arrestations de ces derniers jours viennent en conclusion d'une longue période de préparation, étoilée de "brillantes opérations" de police et de non moins brillantes délations de Lotta Continua et compagnie.

Quel est l'enjeu.

Des discussions se font pour savoir si ce dernier coup de tonnerre est ou non une provocation pré-électorale. La réalité est autre :

LA VRAIE PROVOCATION CE SONT LES ELECTIONS !

Quel est le but de ces élections, puisque tout le monde s'accorde sur le fait qu'il n'y aura pas de déplacements de voix tels qu'ils puissent

modifier de façon significative la situation?

Le vrai problème ne réside pas dans la difficulté de faire un gouvernement, mais dans l'impossibilité de faire un gouvernement capable de gouverner, capable donc de compter sur la collaboration du prolétariat pour les sacrifices nécessaires.

En réalité, il n'y a pas d'affrontement Démocratie Chrétienne-PCI comme Corvisieri et autres rigolos cherchent à nous le faire croire, mais un accord entre TOUTES les forces politiques sur le fait "qu'on ne peut gouverner ainsi" et qu'il "faut que l'Etat retrouve sa crédibilité".

De ce point de vue, les arrestations ne sont pas un simple épisode pré-électoral : c'est le PROGRAMME de gouvernement du Front Unique Bourgeois contre le prolétariat.

En arrêtant les "théoriciens de l'Autonomie ouvrière", délibérément sous des prétextes que personne ne croit, l'Etat a rendu évident un fait aux yeux des ouvriers :

Les soit-disant complices des Brigades Rouges sont en réalité accusés de ne pas être les complices de l'Etat bourgeois !

Et c'est pour cela que, au delà de la dure critique que nous avons faite, et que nous continuerons à faire à leurs conceptions, nous défendrons sans condition tous ceux qui ont été arrêtés face à l'Etat et à ses chiens de garde.

Cette défense ne passe pas par des comités pour les libertés démocratiques et des appels à Terracini, ni par des attentats contre des magistrats ou des policiers.

Cette AUTODÉFENSE du prolétariat passe par le renforcement et l'unification de ses luttes autonomes, par la défense intransigeante de ses intérêts, chemin que nous ont montré nos frères de classe français à Longwy et Denain, les prolétaires du monde entier!

CONTRE LES SACRIFICES VOLONTAIRES. CONTRE LES SACRIFICES OBLIGATOIRES. LUTTE DE CLASSE

POUR LE COMMUNISME !

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

UNE SEULE EUROPE: CELLE DE LA REPRESSION !

• La bourgeoisie va ressortir ses urnes et réouvrir ses isoloirs. L'élection prochaine du parlement européen au suffrage universel vient à point pour tenter de déjouer pour un temps le mécontentement social. Avec un art consommé, on promet monts et merveilles de l'Europe. On fait parader à la télévision, les pitres têtes d'affiche des principaux clans. Un battage d'autant plus forcené est nécessaire crue les illusions sur l'Europe sont moins fortes. Il est difficile de voir dans la "communauté européenne" de la bourgeoisie autre chose que l'expression de ses problèmes et de ses rivalités économiques, politiques et militaires.

Si bien que la bourgeoisie se partage le travail pour articuler l'essentiel de sa campagne autour de thèmes qui traduisent un besoin de plus en plus grand de conjurer la colère ouvrière : "l'internationalisme" à travers le mythe du dépassement des frontières nationales d'une part, la "réduction du temps de travail" à travers la campagne sur les 35 heures d'autre part. Ce sont là des aspirations ouvrières que seul le développement de ses luttes détient le pouvoir de réaliser. Mais qui peut attendre de la bourgeoisie qu'elle assume l'unification ouvrière ou la réduction de son exploitation alors qu'elle utilise au contraire tous les moyens pour atomiser le prolétariat et lui imposer les mesures d'austérité engendrées par sa crise ? La classe ouvrière n'a rien à faire de la voie européenne : non seulement les élections ne sont pas le terrain du prolétariat, mais, dans l'Europe, la bourgeoisie ne peut dépasser ses contradictions. Au contraire, sous la couverture mensongère d'un développement harmonieux et pacifiste de l'Europe, couvent la militarisation de la bourgeoisie et sa mobilisation dans le cadre des préparatifs des affrontements impérialistes ainsi que le renforcement de ses dispositifs de répression face aux risques d'explosion ouvrière. Derrière les illusions qu'elle agite, la bourgeoisie ne promet rien d'autre, en fait d'unité européenne, au prolétariat.

• "Construire l'Europe", prétend le chœur unanime de la bourgeoisie, quelles que soient les méthodes différentes que ses fractions préconisent. Mais quel édifice cela représente-t-il ? Leur fameuse "communauté économique européenne" ? Voyons ce que promettait la création du "marché commun" lors de la signature du traité de Rome en 1957 : le libre-échange des capitaux, des marchandises et de la main-d'œuvre. Tout simplement. Plus de vingt ans après, qu'ont-ils réalisé ? Exactement l'inverse, c'est-à-dire une réglementation de plus en plus draconienne de la production, la mise en place de contraintes de plus en plus strictes dans les échanges.

L'ÉCHEC DE L'EUROPE

Comment se sont traduites les "initiatives européennes" ? Quelques faits suffisent à le montrer.

La "politique agricole commune" porte les marques les plus aberrantes d'une anarchie croissante. Des milliers de tonnes de fruits et de légumes à détruire chaque année, des milliers de quintaux de beurre à mettre au rebut, des milliers d'hectolitres de vin ou de lait à déverser dans les caniveaux, telles sont les préoccupations majeures des organes de gestion communautaire. Bel exemple de liberté dans l'échange ! Le fabuleux gaspillage de ces produits instockables n'est qu'une des expressions les plus spectaculaires de ce qu'engendre l'économie capitaliste alors qu'elle réduit en même temps les 2/3 de l'humanité à crever de faim.

Malgré la liquidation massive de petites exploitations, le dédommagement des producteurs soumis à la mévente a conduit "l'Europe verte" à fixer des prix de vente sur le marché mondial de 2 à 4 fois plus élevés que la moyenne du cours des denrées, la contraignant à fixer, face aux autres Etats, des barrières douanières exorbitantes. D'année en année, les prix agricoles sont soumis à des fluctuations croissantes, rendant leur contrôle de plus en plus aléatoire.

Dans un autre domaine, l'adoption, fin 1978, du "système monétaire européen", présentée comme un des "sommets" de l'architecture européenne se révèle tout aussi sérieux et aussi solide ! Le SME, destiné à renforcer la discipline et le soutien des monnaies, ne paraît pas plus apte que le précédent "système" (le "serpent monétaire") dont il reproduit les normes essentielles (marges de fluctuation) à assurer une plus grande stabilité puisque, dès sa naissance, les Etats aux monnaies les plus chancelantes (Grande-Bretagne, Irlande, Italie) ont refusé de s'associer à l'entreprise.

Dans les échanges, eh bien, ce sont les Etats aux produits les plus compétitifs qui vendent le mieux tandis que les Etats les plus faibles voient leurs dettes gonfler à une allure vertigineuse.

Pas plus qu'on ne peut changer l'eau en vin, les bourgeoisies européennes n'ont accompli le miracle de changer la logique du capitalisme. L'unifica-

tion économique de l'Europe ne relève pas d'autre chose que du mythe et des phantasmes de la bourgeoisie. Pourquoi cet échec ?

POURQUOI L'UNITÉ EUROPEENNE EST IMPOSSIBLE

A sa création, la CEE exprimait une forme de réaction à l'hégémonie des deux blocs sur la scène mondiale qui s'était affirmée depuis la conclusion des accords de Yalta en 1945.

Le climat de "guerre froide" est entretenu en Occident par l'application du plan Marshall qui oriente l'Europe vers l'entretien d'une économie de guerre et un réarmement accéléré au sein de l'OTAN.

Dans la période de relative "détente" qui suit, le projet d'une communauté européenne concrétise les velléités de résistance économique et politique de l'Europe. Les aspirations à s'ériger comme troisième force entre les deux grandes puissances dont la France gaullienne dans sa résistance à l'emprise américaine ne constitue que la plus claire expression, sont nourries par le mirage de prospérité de la fin de la période de reconstruction. Mais, entre 1962 et 1970, les Etats-Unis, qui organisent alors le "Kennedy Round", livrent une contre-offensive économique sur le marché mondial.

Cependant, c'est dès le début des années 70, la poussée de la crise qui marque la fin des illusions européennes. De "crise monétaire" en "crise du pétrole", de plans anti-inflation en plans anti-récession, chaque gouvernement est contraint de prendre des mesures pour combattre les effets de la crise et défendre la compétitivité de son capital national sur un marché mondial où la concurrence se durcit. Au lieu de s'abaisser, les frontières voient leurs barrières douanières s'élever : les mesures protectionnistes sont de rigueur face à tous les autres capitaux nationaux. Chaque Etat défend ses intérêts et, loin de s'atténuer, la concurrence entre Etats membres de la CEE ne fait que s'exacerber : quand la RFA réévalue le mark, la France peut mieux vendre et Renault marque des points sur le marché par rapport à Volkswagen, mais si le franc est dévalué, la productivité des autres Etats devra être plus forte, chacune de ces mesures en déterminant à son tour d'autres pour y faire face.

De tels rapports ne signifient pas autre chose que le cadre de l'intérêt national est le terrain indépassable de l'expression de la concurrence capitaliste.

Pour augmenter sa compétitivité, chaque capital national n'a pas d'autre choix à terme que de diminuer les coûts de production à travers deux moyens : les licenciements et les compressions de salaire. Ceci est à la base de la généralisation des plans nationaux d'austérité.

Ainsi, en 5 ans, le nombre de chômeurs a doublé dans les pays de la CEE, dépassant à la fin de 78 le cap officiel des 6 millions alors que le niveau de vie des salariés était réduit pour la même période dans une moyenne

oscillant entre 5 et 15 % tandis que partout la réglementation de la production s'accompagne d'une sous-utilisation de plus en plus nette des capacités productives.

La crise à l'échelle européenne n'est cependant que l'expression de la crise à l'échelle mondiale. La surproduction au niveau du marché mondial détermine l'assèchement des carnets de commande pour la construction navale au Japon aussi bien qu'en France, les licenciements à Renault-Argentine comme à British Leyland, la fermeture de mines en Amérique du Sud tout autant qu'en Europe, la limitation de la production pétrolière... et toutes les manifestations de la réalité de la crise.

Le projet de communauté européenne s'est formé autour de la CECA, c'est-à-dire deux secteurs-clés de l'économie : le charbon et l'acier ; ce sont aujourd'hui des industries qui sont parmi les plus touchées par la crise. Le cadre européen n'a pas permis de "dépasser" la crise mais la nullité complète des résultats économiques de l'entreprise européenne est par contre le révélateur du développement de cette crise.

La cartellisation d'intérêts nationaux à l'échelle européenne, si elle est possible, s'effectue toujours pour concurrencer d'autres intérêts et de façon ponctuelle - ainsi, le plan de "restructuration" de la sidérurgie face à la concurrence de l'acier américain ou de l'acier japonais. Dans ce cadre, la concurrence ne cesse pas pour autant à l'intérieur du cartel, et pour un produit "européen" comme l'Airbus, dont différents Etats fournissent les divers composants, chaque Etat ne cherche qu'à évincer les autres pour s'approprier une part plus grande ou la totalité de la production.

La division et la concurrence des intérêts européens ont été largement utilisées par les Etats-Unis pour renforcer la pression du bloc sur l'Europe dans le cadre de leurs intérêts.

Tandis que la plupart des économies européennes se comptent parmi les plus durement affectées au moment de la "crise du pétrole", les Etats-Unis, après avoir favorisé l'entrée dans le marché commun de la Grande-Bretagne dont les intérêts économiques étaient placés sous sa tutelle, ont pu renforcer leur contrôle sur les économies occidentales à travers les prêts et subventions du FMI aux "hommes malades de l'Europe".

Mais ce contrôle resserrant l'activité des Etats européens autour des intérêts du bloc n'a pu s'effectuer que dans le champ plus étendu d'une domination non seulement économique mais aussi de plus en plus politique et militaire. Alors que la bourgeoisie révèle son impuissance face à la crise, l'ensemble des mesures qu'elle est amenée à prendre revêt un enjeu stratégique et militaire de plus en plus direct.

L'EUROPE DE LA MILITARISATION ET DE LA REPRESSION

Cette orientation s'illustre par l'augmentation des dépenses militaires dans la part des budgets nationaux européens aussi bien que par leur implication accrue dans la prise en charge des tâches de défense du bloc. On assiste ainsi dans le cadre européen à un partage des tâches sous la pression américaine. Certains Etats se trouvent dotés de rôles plus spécifiques. En RFA, qui constitue la ligne de front face au bloc adverse, se renforce la concentration de la majeure partie des troupes et du matériel de

défense de l'OTAN. La France, quant à elle, est amenée à louer de plus en plus ses services comme gendarme du bloc dans les "points chauds" du monde où se jouent les affrontements entre camps impérialistes rivaux.

La caractéristique majeure de ces éléments est que l'Europe Occidentale constitue aujourd'hui le champ de manœuvres privilégié - au sens propre comme au sens figuré - de la stratégie du bloc.

Mais la dimension la plus réelle de l'Europe se trouve dans la capacité de mobilisation de la bourgeoisie européenne pour exercer sa fonction répressive. Il y a quelques mois, la campagne anti-terroriste lui a servi de banc d'essai en ce domaine.

Entre des Etats comme l'Italie, la RFA et la France, on a vu surgir des accords d'extradition dont l'avocat Croissant n'a été qu'une des premières victimes. La bourgeoisie multiplie des débats sur la justice ou la violence où elle mûrit son projet "d'espace judiciaire européen". Lors d'un de leurs entretiens où était soulevée la question européenne, Giscard et Mitterrand sont tombés d'accord au moins sur un point : promouvoir des mesures de "sécurité publique" à l'échelon européen.

Après Longwy et Denain, Raymond Barre avait lancé : "Nous agirons si l'ordre public est menacé". "L'action" a déjà commencé : les peines contre les inculpés du 23 mars ont été aggravées (voir l'article qui y est consacré dans ce numéro).

Les mesures de surveillance et d'expulsion à l'encontre d'une partie de la classe, ayant affirmé sa combativité dans les dernières vagues de lutte, les travailleurs immigrés, se développent.

Au nom de la liberté de circulation et d'embauché des travailleurs du "marché commun", des mesures draconiennes de contrôle de l'immigration ont été adoptées contre les autres. Partout de nouvelles législations interdisent quasiment de nouvelles entrées ; la bourgeoisie allemande a montré l'exemple : dès la mise en place des premières mesures d'austérité, des centaines de milliers de travailleurs, en majorité turcs, tchèques ou yougoslaves, ont été chassés de RFA. En France, le gouvernement cherche à les refouler moyennant un million d'indemnisation, et ceux qui refusent se voient exposés à des contrôles policiers de plus en plus fréquents, à des tracasseries administratives de plus en plus nombreuses pour obtenir le renouvellement de leur carte de travail avec, au bout, pour les moins dociles comme les grévistes des foyers Sonacotra, la menace d'expulsion.

A travers les mesures de répression, que la bourgeoisie met en oeuvre aujourd'hui, se précise la menace de celles qu'elle prépare contre l'ensemble de la classe ouvrière demain.

Contrairement à l'unification que promettent ses discours, la bourgeoisie a déjà démontré dans la pratique la faillite de son "expérience européenne" où la crise ne fait qu'exaspérer les rapports concurrentiels entre Etats.

En dehors de mesures stratégiques et militaires communes qui seront autant de pas dans les préparatifs d'un affrontement impérialiste entre les blocs, la seule unité européenne que la bourgeoisie pourra manifester sera pour unifier sa répression contre tout ce qui portera atteinte à ses institutions et au maintien de l'ordre social, de son ordre. Lorsqu'elle voit cet ordre social menacé, la bourgeoisie ne reconnaît plus ses frontières, elle rejette ses lois de concurrence et rassemble ses fractions pour faire face avec son arsenal de plomb, de mitraille et de prison, à l'ennemi de classe.

Y.D.

LISEZ LA
français ; allemand ; anglais
espagnol ; italien ; neerlandais
**REVUE
INTERNATIONALE**

POUR L'INTERNATIONALISME ... DU CAPITAL?

• Dans le battage actuel orchestré par la bourgeoisie sur les élections européennes, les gauchistes, comme à l'accoutumée, amènent leur force d'appoint dans cette campagne de mensonges et d'illusions qu'on assène à la classe ouvrière.

Et c'est, bien entendu, en se parant de grandes déclarations radicales qu'ils convient les ouvriers à se battre sur le terrain vicié de la légalité bourgeoise, contribuant ainsi, à leur mesure, à détourner ces derniers de leur vrai combat.

Pour l'occasion, c'est par l'utilisation crapuleuse de ce principe de base du mouvement ouvrier qu'est l'internationalisme prolétarien, de cette aspiration réelle des ouvriers à la solidarité internationale que la Ligue et LO les amènent une nouvelle fois sur le terrain bourgeois des élections en présentant une liste commune pour la création des "Etats-Unis socialistes d'Europe" ; liste censées exprimer à une échelle européenne la solidarité internationale des ouvriers et devant de plus permettre aux "révolutionnaires" d'utiliser, et la campagne (2 mn d'antenne coincés entre Weil et Chirac), et le parlement comme une tribune pour la diffusion des idées révolutionnaires.

UNE "TRIBUNE ?"

L'argument de la "tribune" est l'une des éternelles justifications des trotskystes pour participer à la mascarade électorale.

Mais à qui, en fait, s'adressent la IR et LO quand ils appellent à voter? A des "citoyens du monde", à des "membres de la grande communauté humaine" selon leurs propres termes, en fait à des individus isolés et passifs qui, selon le mécanisme des démocraties bourgeoises, délèguent leur pouvoir à une minorité censée les représenter. Ils ne s'adressent en tout cas pas à une classe ouvrière agissante dont la force réside dans des actes collectifs. S une classe qui est appelée, dans son ensemble, à prendre le pouvoir et transformer la société et qui, pour cette raison, ne peut donc déléguer son pouvoir à personne, pas même à une minorité de révolutionnaires.

On ne peut utiliser n'importe quel moyen pour une fin ; parce que le suffrage universel est en complet antagonisme avec l'action que doit mener la classe, on ne peut l'utiliser, ne serait-ce que comme tribune, sans entretenir en même temps la passivité des ouvriers et toutes leurs illusions sur une possible transformation sociale de cette façon, quelle que soit par ailleurs la dénonciation pseudo-radicales du "cirque électoral" que les gauchistes ne manquent pas de faire : "Si LO et la ICR présentent une liste, ce n'est pas pour participer au cirque électoral, c'est pour le dénoncer", disent-ils. Travailleurs, suivez la logique trotskyste : le meilleur moyen de dénoncer le cirque électoral, c'est d'y participer en votant ! Et vous êtes d'autant plus conviés cette fois-ci à cette mascarade électorale que ce serait pour y exprimer la voix de l'internationalisme prolétarien face au programme nationaliste et chauvin

des PC et PS : "Plus nombreux seront les votes recueillis par la liste, plus le sentiment internationaliste sera renforcé et, par là, accrue la force des travailleurs" : voilà où les gauchistes situent la force de la classe, voilà ce qu'est pour eux l'internationalisme prolétarien. Ce n'est pas celui d'une classe active qui ne réalise son unité et la solidarité internationale que dans et par les luttes, par leur extension et leur organisation, seul terrain où elle puisse trouver ses forces, mais c'est une internationale du bulletin de vote qu'ils proposent, c'est la vision non d'une classe mais d'une somme d'individus de divers pays, qui, en déposant un même bout de papier dans les urnes ne font en fait qu'exprimer non pas leur force et leur unité de classe mais leur isolement d'individus noyés dans la population.

Et pour quel but faudrait-il se mobiliser ? Pour la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe.

LES "ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE" ?

Là encore, -l'efficacité d'un mensonge dépendant de la part de vérité qui s'y mêle- c'est à grands coups de vérités prolétariennes, l'abolition des frontières, la destruction nécessaire des Etats capitalistes, qu'on mène en réalité les ouvriers vers une mystification contre-révolutionnaire.

La plateforme trotskyste bavarde abondamment sur la nécessité de l'internationalisme, mais d'un internationalisme qui passerait encore, par les frontières des Etats nationaux actuels, qui s'arrêterait aux frontières de l'Europe et, sans peur des contradictions, ils parlent d'une entité économique européenne. Sans peur des contradictions, de même, ils proclament tout à la fois que : "Nous sommes pour une Europe débarrassée des capitalistes, de leurs Etats et leurs frontières" et parlent d'une "libre fédération d'Etats-Unis".

Parce que le prolétariat est une classe exploitée ne possédant que sa force de travail, parce qu'il n'a aucun pouvoir économique dans cette société, la prise du pouvoir politique est la condition sine qua non de l'instauration d'une économie socialiste. Et ceci à l'échelle internationale, car c'est un marché étendu au niveau mondial qu'il doit détruire. Le socialisme dans un groupe de pays, une entité économique socialiste à l'échelle de l'Europe est donc tout autant impossible que dans un seul pays.

Mais ce n'est pas ainsi que raisonnent les trotskystes : en fait, c'est bien d'Etats dans le cadre du capitalisme qu'ils parlent, d'Etats "socialistes" sur le mode vietnamien, chinois ou cambodgien. Il suffit de lire leur programme économique : nationalisation des usines sous contrôle ouvrier, ouverture des livres de comptes des multinationales et de la Commission Européenne, échelle mobile des salaires. Rien d'autre qu'un programme de gestion capitaliste, rien d'autre qu'une volonté d'aménager et de contrô-

ler la misère sous un régime de capitalisme d'Etat.

On pourrait, à la limite, comprendre que LO et la ICR parlent des Etats qui existeront dans la période de transition après la prise du pouvoir politique. L'ambiguïté est d'ailleurs soigneusement entretenue avec des phrases comme : "Il n'y aura de libre fédération des peuples européens que lorsque les travailleurs auront détruit les Etats bourgeois". Mais, d'une part, le programme économique qu'ils proposent se situe dans le cadre du pouvoir politique de la bourgeoisie et, d'autre part, même si les travailleurs avaient détruit les Etats bourgeois en Europe, la notion d'une fédération d'Etats à l'intérieur d'un bastion prolétarien n'a aucun sens.

ALORS, OU MENE UNE TELLE CAMPAGNE ?

Alors, on voit mal en quoi les trotskystes se différencient des programmes du PC dénoncés pour leur nationalisme sinon qu'ils proposent un programme national à l'échelle de toutes les nations européennes.

Malgré les grandes déclarations et dénonciations par ces gauchistes de

l'Europe de la répression de la classe ouvrière, c'est bien à cette Europe-là qu'ils participent. Dans tous les pays, ils se font les rabatteurs d'une gauche qui a déjà fait ses preuves dans le domaine de la répression anti-ouvrière : les travaillistes en Grande-Bretagne, le PC italien qui appelle à la délation dans les usines contre des ouvriers anti-syndicalistes considérés comme terroristes et qui annonce ouvertement que le socialisme passe par l'austérité, les Schmidt et consorts en Allemagne qui traquent les éléments trop politisés, les "démocrates" espagnols, etc.

C'est cette Europe-là qu'ils nous préparent tous, de la droite aux gauchistes, et certainement pas une soi-disant "Europe des travailleurs". L'Europe de la répression est la seule réalité de l'Europe, sa seule raison d'exister en tant que telle : et le langage des gauchistes sur les "Etats Socialistes d'Europe" n'est que la pire tentative de la bourgeoisie pour tenter de désarmer les travailleurs et leur faire accepter ce qu'aucun parti de droite de parviendra réellement à faire.

G.

35 heures: UN APPAT ELECTORAL

• Une affiche avec une grosse flèche rouge pointée vers 9 drapeaux nationaux où est inscrit : "Les socialistes pour l'Europe des travailleurs" ; une déclaration de Mitterrand stipulant que "la construction de l'Europe est une condition du progrès social, des 35 heures", etc... : plus encore que les autres fractions de la bourgeoisie, le PS fait des 35 heures un cheval de bataille en direction de la classe ouvrière, pourquoi ?

Pourquoi toute cette campagne justement sur les 35 heures ? Les grèves en Allemagne il n'y a pas si longtemps, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie et la vague de luttes violentes en France ne sont pas sans inquiéter la bourgeoisie. Et ce n'est pas un hasard si c'est justement Schmidt qui se fait le chantre le plus convaincu des 35 h : la bourgeoisie a su tirer la leçon de la grève des métallos allemands où elle est parvenue à substituer à leurs revendications salariales la promesse non tenue et non tenable des 35 heures ; elle escompte donc faire serrer la ceinture aux ouvriers grâce au chantage : "moins de travail et mal payé" ou "pas du tout de travail".

Et c'est là que la campagne pour l'Europe prend tout son sens. Qui ne souhaite voir réduire son temps de travail, et sans diminution de salaire ? L'essentiel de la propagande électorale n'étant pas de tenir mais de promettre, l'Union des PS de la "communauté" européenne a tenu dans ce sens son 10ème Congrès en janvier dernier à Bruxelles, approuvant un "appel aux électeurs", appel-programme promettant de "garantir le droit au travail" pour tous et surtout pour les jeunes (sic) jusqu'aux "droits de l'homme" (capitaliste). Cet appel n'insistait-il pas sur l'établissement de la semaine de 35 h par le biais d'une meil-

leure collaboration des 9 gouvernements et de leurs syndicats respectifs (dont on connaît l'efficacité à l'échelle nationale contre la classe ouvrière !).

Promesse fallacieuse de politiciens qui voudraient rendre crédible pour la classe ouvrière l'Europe sous le parapluie américain, dotée d'un parlement aussi figuratif que n'importe quelle assemblée nationale. Avec ou sans parlement élu à la proportionnelle, l'Europe reste l'Europe capitaliste touchée par la crise, mais avec le mensonge des 35 h-qui-stopperaient-le-chômage, les fractions de gauche de la bourgeoisie tentent d'exorciser la menace de réactions en chaîne du prolétariat. Evidemment, comme les 40 h, les 35 h, c'est du vent pour les prolétaires des entreprises qui doivent tourner à plein rendement ; quant à la diminution du temps de travail proprement dite, elle trouve sa réalité dans les usines en chômage technique ou "partiel" par suite de la concurrence capitaliste, et sans rallonge salariale pour les ouvriers.

Cette campagne électorale centrée en particulier sur les 35 h montre à quel point la bourgeoisie doit serrer les coudes au niveau idéologique en Europe. Socialistes en Autriche et en Allemagne, libéraux en France avec le soutien de la CFTD et de la CGT, travaillistes puis conservateurs en Angleterre, etc, tout ce beau monde s'évertue avec soin à voiler le chômage et ses conséquences dans les beaux discours sur les 35 h et le temps de vivre ou les querelles sur la supranationalité ; toutes fractions confondues, ils ne demandent qu'une seule chose : que la classe ouvrière accepte de se sacrifier.

J.L.

grande-bretagne (suite de la p.1)

couches petites bourgeoises, ou des épiciers, qui a fait partir la gauche. C'est le fait qu'un gouvernement qui n'arrive pas à imposer les mesures nécessaires aux travailleurs ne peut pas faire surnager l'économie nationale et se heurte aux oppositions de toutes les couches de la population.

Une relève s'est avérée nécessaire, mais pour la bourgeoisie, rien n'est résolu :

-le gouvernement conservateur sera contraint par les nécessités du capital d'appliquer fondamentalement les mêmes mesures de concentration de l'économie, d'élimination des secteurs les moins rentables, d'austérité générale. Et il n'est pas forcément le mieux placé, ni vis à vis des couches moyennes, sur lesquelles il s'appuie, mais qu'il sera contraint d'attaquer, ni encore moins vis-à-vis de la classe ouvrière, auprès de laquelle il n'a guère de crédibilité.

Déjà, les conservateurs ont dû "renvoyer à plus tard" leurs "réformes" anti-syndicales et leurs projets d'investissements dans l'industrie.

-la classe ouvrière reste invaincue et méfiante. Contrairement à ce que les gauchistes -qui ont fait une campa-

gne plus tapageuse que jamais pour les travaillistes- disent, la classe ouvrière n'est pas battue parce que la droite est venue au pouvoir après une élection. Déjà, Thatcher a dû condamner les revendications des enseignants pour des augmentations de salaires, enseignants qui font preuve de plus de combativité que jamais, et les travailleurs de l'électricité ont rejeté une augmentation de salaire de 9%. Pour continuer à imposer des sacrifices à la classe ouvrière, la droite en elle-même ne dispose que d'une arme : la manière forte. Mais rien ne dit, au contraire, que les travailleurs soient prêts à accepter, après des luttes où ils ont affirmé toute leur force, jusqu'à faire reculer le gouvernement sur certaines mesures, qu'on réprime leur colère.

C'est là que la gauche reparait, pour compléter le travail de la droite. Elle va probablement afficher dans un premier temps un langage combatif, pour faire oublier, ou tenter de faire oublier, ce qu'elle a fait pendant ces 5 dernières années, pour dans un deuxième temps, remplir mieux la fonction qui lui est impartie dans l'opposition : entraver toute résistance, toute réac-

TRAVAILLEURS IMMIGRES (suite de la p2)

si longtemps pesé sur cette lutte, tendent à disparaître.

Les mesures d'austérité barbares qu'impose la bourgeoisie, à travers les licenciements massifs de ces derniers mois, (les mois à venir nous en promettons d'autres) et l'aggravation des conditions de vie, frappent l'ensemble de la classe ouvrière qui a commencé de relever la tête comme nous l'avons vu dans la sidérurgie notamment.

En sortant du cadre de l'usine et de la corporation dans lequel la bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses syndicats, les avait si longtemps enfermés, les ouvriers de Longwy et de Denain ont

tion de la classe aux mesures d'austérité et de répression ouverte que prendra la droite.

C'est de ce sabotage là, de l'intérieur des luttes, que la classe ouvrière devra aujourd'hui se méfier. Il faut qu'elle sache que la gauche va maintenant tout faire, au travers de ses syndicats, pour reprendre l'initiative des luttes, et tenter de stériliser la force gigantesque que la classe ouvrière en Angleterre a commencé à imposer à la société. MH et DN

montré la voie à suivre ; voie dont la prochaine et indispensable étape est l'extension, l'unification et la coordination des différentes luttes de la classe.

Ces leçons, elle ne doit pas manquer de les tirer si elle ne veut pas voir son mouvement se briser et par voie de conséquence ses conditions de vie empirer.

Tout autant que les sidérurgistes, les postiers, les travailleurs de la SFP, des banques et tous ceux qui luttent aujourd'hui, les travailleurs immigrés n'ont la possibilité de faire reculer la bourgeoisie qu'en prenant conscience que leurs intérêts et leurs luttes sont ceux de la classe ouvrière toute entière, et non ceux d'une fraction particulière. S'organiser et lutter de façon autonome ne signifie pas s'organiser et lutter indépendamment du reste de la classe, mais s'organiser et lutter en dehors et contre la bourgeoisie.

Si les travailleurs immigrés subissent, aujourd'hui, cette avalanche de répression, c'est parce que la bourgeoisie a compris quel était encore le point faible de leur lutte : l'isolement. J. E.

LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME

(2^e PARTIE)
suite du n° 60

• Dans la première partie de cet article, nous avons vu que le communisme n'était pas seulement un vieux rêve de l'humanité ou le simple produit de la volonté humaine, mais qu'il se présentait comme la seule société capable de surmonter les contradictions qui étrangent la société capitaliste et dont les conditions matérielles ont été justement créées par le développement de ce même capitalisme. De fait, l'entrée avec la 1^{ère} guerre mondiale, de ce système dans sa phase de décadence au cours de laquelle il ne se survit plus qu'à travers des mutilations de plus en plus catastrophiques rythmées par le cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise ..., démontre non seulement que le communisme est devenue une possibilité objective matérielle liée au formidable développement des forces productives permis par le capitalisme mais aussi une nécessité pour le progrès de l'humanité et pour sa simple survie.

Dans cette deuxième partie, nous allons examiner les conceptions de ceux qui, à la limite, sont prêts à admettre la possibilité matérielle du communisme mais qui se réfugient derrière l'argument suprême : "La nature humaine n'est pas faite pour le communisme, l'homme porte en lui toute une série de comportements, de pulsions, de besoins, qui lui interdisent de faire vivre une telle société."

• Avant de voir plus en détail les différents aspects de cet argument, il est nécessaire de dire quelques mots de cette fameuse "nature humaine" si souvent, évoquée.

LA NATURE HUMAINE

Cette "nature" est un peu comme la "pierre philosophale" que les alchimistes ont recherchée pendant des siècles. Jusqu'à présent, toutes les études sur les "invariants sociaux" (comme disent les sociologues), c'est à dire sur les caractéristiques du comportement humain valables dans tous les types de sociétés ont surtout fait apparaître à quel point la psychologie et les attitudes humaines étaient variables et liées au cadre social dans lequel s'est développé chaque individu considéré. En fait, s'il fallait définir une caractéristique fondamentale de cette fameuse "nature humaine" qui la distingue de celle des autres animaux, c'est bien l'énorme importance de "l'acquis" par rapport à "l'inné", c'est bien le rôle décisif que joue l'éducation, et donc l'environnement social dans ce qui est l'homme adulte.

"L'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte; mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche" remarquait Marx. C'est de façon génétiquement programmée que l'abeille possède l'aptitude de construire des hexagones parfaits, comme le pigeon voyageur de retrouver son nid à 1000 km de distance ou que l'écreuil emmagasine des noisettes qu'il est par la suite incapable de retrouver. Par contre, la forme finale de l'édifice que va concevoir notre architecte sera déterminée bien moins par un quelconque héritage génétique que par toute une série d'éléments qui lui seront fournis par la société où il vit. Qu'il s'agisse du type d'édifice qui lui a été commandé, des matériaux et des outils utilisables, des techniques productives des divers corps de métiers pouvant participer au produit, des connaissances scientifiques auxquelles il peut faire appel, des canons artistiques auxquels il doit se conformer, c'est le milieu social qui les détermine.

A côté de cela, la part de ce qui revient à un "inné" transmis génétiquement par les parents de l'architecte se résume essentiellement au fait que le fruit de leur accouplement n'a pas été une abeille ou un pigeon mais comme eux, un homme, c'est à dire un individu appartenant à l'espèce animale chez qui, justement, la part de l'acquis entrant dans le sujet adulte est de loin la plus importante.

Il en est de la nature des comportements comme de la nature des produits du travail. Ainsi le vol est un crime, c'est à dire une perturbation du fonctionnement de la société qui, si elle était généralisée, deviendrait pour elle catastrophique. Celui qui vole ou plus encore, qui menace, enlève ou tue des personnes dans le but de voler est un criminel, un être considéré presque unanimement comme malfaisant, asocial, qu'il s'agit d'"empêcher de nuire" (à moins qu'il ne le fasse dans le cadre des lois existantes, auquel cas son habileté à extorquer la plus-value aux prolétaires

sera louée et grassement récompensée et son efficacité dans le massacre de ceux-ci lui vaudra galons et médailles). Mais le comportement "vol" et les criminels "voleur", "ravisseur" ou "assassin crapuleux" ainsi d'ailleurs que tout ce qui s'y rapporte : lois, juges, policiers, prisons, films policiers, romans de la "Série Noire", pourraient-ils exister s'il n'y avait rien à voler parce que tous les tiers matériels, de par l'abondance permise par le développement des forces productives, seraient à la libre disposition de tous les membres de la société. Evidemment non ! Et on pourrait multiplier les exemples illustrant à quel point les comportements, les attitudes, les sentiments, les relations entre les hommes sont déterminés par le milieu social.

Des esprits chagrins objecteront que, s'il existe des comportements sociaux, quelle que soit la forme qu'ils revêtent, en fonction des formes de société, c'est qu'il existe au tréfond de la "nature humaine" une part d'attitude anti-sociale, d'agressivité contre autrui, de "criminalité potentielle". Et de dire : "Bien souvent le voleur ne l'est pas par nécessité matérielle", "le crime gratuit existe" ou bien, "si les nazis ont pu commettre de telles horreurs, c'est que l'homme porte en lui le mal, lequel s'épanouit pour peu que les conditions lui soient favorables". Mais que signifient de telles objections sinon qu'il n'existe pas une nature humaine en soi "bonne" ou "mauvaise", mais bien un homme social dont les multiples potentialités s'expriment différemment suivant les conditions dans lesquelles il vit. Les statistiques sent à cet égard éloquentes : est-ce la "nature humaine" qui devient pire lors des périodes de crise de la société où l'on voit se développer la criminalité et tous les comportements morbides ? Le développement d'attitudes "asociales" chez un nombre croissant d'individus n'est-il pas au contraire l'expression d'une inadéquation croissante de la société existante à l'égard des besoins humains, lesquels éminemment sociaux ne trouvent plus à se satisfaire au sein de ce qui justement devient de moins en moins une société, une communauté ?

Les mêmes esprits chagrins ou leurs congénères basent leur rejet de la possibilité du communisme sur l'argument suivant : "Vous parlez d'une société qui satisfera vraiment les besoins humains, mais justement la propriété, le pouvoir sur autrui sont des besoins humains essentiels et le communisme, qui les exclut, est vraiment mal adapté pour une telle satisfaction. Le communisme est impossible parce que l'homme est égoïste."

LE BESOIN DE PROPRIÉTÉ

Dans l'"Introduction à l'Economie politique", Rosa Luxembourg décrit les émois des bourgeois anglais qui lors de la conquête de l'Inde découvrent des peuples qui ne connaissent pas la propriété privée. Ils se consolaient en se disant que c'étaient "des sauvages", mais ceux-là même a qui toute l'éducation avait appris que la propriété privée est "naturelle" étaient bien embarrassés de constater que c'était des "sauvages" qui avaient justement le mode de vie le plus "artificiel". De fait, l'humanité avait un tel "besoin naturel de propriété privée"

qu'elle s'en est passée pendant plus d'un million d'années. Et dans bien des circonstances, c'est à coup de massacres, comme ce fut le cas des Indiens cités par Rosa Luxembourg, qu'on fit découvrir aux hommes ce "besoin naturel". Il en est de même d'ailleurs du commerce, forme "naturelle et unique" de circulation des biens et dont l'ignorance par les autochtones scandalisait le colonisateur : indissociable de la propriété privée, il apparaît avec elle et disparaît avec elle.

L'idée est également courante que si le profit n'existait pas comme stimulant de la production et de son progrès, si le salaire individuel n'était pas la contre-partie des efforts dépensés par le travailleur, plus personne ne produirait. Effectivement, plus personne ne produirait de façon capitaliste, c'est à dire dans un système basé sur le profit et le salariat, où la moindre découverte scientifique doit être "rentable", où le travail, par sa durée, son intensité, sa forme inhumaine est devenu une malédiction pour la très grande majorité des prolétaires. Par contre, le savant qui, par ses recherches, participe au progrès de la technique a-t-il besoin d'un "stimulant matériel" pour travailler ? En général, il est moins payé que le cadre commercial qui lui, ne fait faire aucun progrès à la connaissance. Le travail manuel est-il nécessairement désagréable ? A quoi rimerait alors l'expression "amour du métier" ou l'engouement pour le bricolage et toutes sortes d'activités manuelles qui souvent reviennent fort cher. De fait, le travail, quand il n'est pas aliéné, absurde, épuisant, quand ses produits ne deviennent pas des forces hostiles aux travailleurs, mais des moyens de satisfaire réellement les besoins de la collectivité, devient le premier besoin humain, une des formes essentielles d'épanouissement des facultés humaines. Dans le communisme, les hommes produiront pour leur plaisir.

LE BESOIN DE POUVOIR

De l'existence aujourd'hui généralisée de chefs, de représentants de l'autorité, on déduit qu'aucune société ne peut se passer de chefs, que les hommes ne pourront jamais se passer d'autorité subie ou exercée sur autrui.

Nous ne reviendrons pas ici sur ce que le marxisme a depuis longtemps dit sur le rôle des institutions politiques, sur la nature du pouvoir étatique et qui se résume dans l'idée que l'existence d'une autorité politique, d'un pouvoir de certains hommes sur les autres est le résultat de l'existence dans la société d'oppositions et d'affrontements entre groupes d'individus (les classes sociales) aux intérêts antagoniques.

Une société où les hommes se font concurrence entre eux, où leurs intérêts s'opposent, où le travail productif est une malédiction, où la coercition est permanente, où les besoins humains les plus élémentaires sont foulés au pied par la grande majorité, une telle société a "besoin" de chefs (comme elle a d'ailleurs besoin de policiers ou de religion). Mais qu'on supprime toutes ces aberrations et on verra si les chefs et le pouvoir sont toujours nécessaires. "Oui, répond l'esprit chagrin, l'homme a besoin de dominer autrui ou d'être dominé. Quelle que soit la société, le pouvoir de certains sur les autres existera". Il est vrai que l'esclave qui a toujours porté des chaînes aux pieds a l'impression qu'il ne pourrait pas s'en passer pour marcher mais l'homme libre n'a jamais cette impression. Dans la société communiste, les hommes libres ne feront jamais comme ces grenouilles qui voulaient un roi. Le besoin pour les hommes d'exercer un pouvoir sur autrui est le complément de ce que l'on pourrait appeler la "mentalité d'esclave" : l'exemple de l'armée où l'adjudant bête et discipliné est en même temps celui qui aboie en permanence après ses hommes, est à cet égard, significatif. De fait, si les hommes ont besoin d'exercer un

pouvoir sur d'autres, c'est qu'ils exercent bien peu de pouvoir sur leur propre vie et sur l'ensemble de la marche de la société. La volonté de puissance de chaque homme est à la mesure de son impuissance réelle. Dans une société où les hommes ne sont les esclaves impuissants ni des lois de la nature, ni des lois de l'économie, où ils se libèrent des secondes et utilisent de façon consciente les premières à leur propre fin, où ils sont des "maîtres sans esclaves", ils n'ont plus besoin de ce piètre ersatz de puissance que constitue la domination d'autres hommes.

Et il en est de l'agressivité comme de la "soif de pouvoir". Face à l'agression permanente d'une société qui marche sur sa tête, qui lui impose une angoisse perpétuelle et un refoulement constant de ses moindres désirs, l'individu est nécessairement agressif : c'est la simple manifestation, bien connue chez tous les animaux, de l'instinct de conservation. Des psychologues savants affirment que l'agressivité serait une pulsion inhérente à toutes les espèces du règne animal, et ayant besoin de se manifester en toutes circonstances : même si c'est le cas, que les hommes aient l'occasion de l'employer à combattre les obstacles matériels qui entravent un épanouissement chaque jour plus grand, et nous verrons s'ils ont encore besoin de l'exercer contre d'autres hommes !

L'EGOISME DE L'HOMME

Le "chacun pour soi" serait une caractéristique de l'homme. C'est incontestablement une caractéristique de l'homme bourgeois, du "self-made-man", de celui qui "s'est fait tout seul", mais ce n'est là qu'une simple expression idéologique de la réalité économique du capitalisme et n'a rien à voir avec la "nature humaine". Sinon il faudrait considérer que cette "nature humaine" s'est transformée radicalement depuis le communisme primitif ou même depuis le féodalisme avec sa communauté villageoise. De fait l'individualisme fait une entrée massive dans le monde des idées quand les petits propriétaires indépendants font leur apparition à la campagne (abolition du servage) et à la ville. Petit propriétaire qui a réussi - notamment en ruinant ses voisins - le bourgeois adhère avec fanatisme à cette idéologie et lui décerne le titre de "naturelle". Par exemple, il ne s'embarrasse pas de scrupules pour faire de la théorie de l'évolution des espèces élaborée par Darwin une justification de la "lutte pour la vie", de la lutte de "tous contre tous".

Mais avec l'apparition du prolétariat, classe associée par excellence, une faille s'ouvre dans la domination sans partage de l'individualisme. Pour la classe ouvrière, la solidarité est en premier lieu un moyen élémentaire d'assurer une défense de ses intérêts matériels. A ce stade du raisonnement, on peut déjà répondre à ceux qui prétendent que l'homme est "naturellement égoïste" : s'il est égoïste, il est également intelligent et la simple volonté de défendre son intérêt bien compris le pousse à l'association et à la solidarité dès que les conditions sociales le permettent. Mais ce n'est pas tout encore : chez cet être social par excellence, la solidarité et l'altruisme sont, tant dans un sens que dans l'autre des besoins essentiels. L'homme a besoin de la solidarité des autres, mais il a autant besoin de leur manifester sa solidarité. Et c'est quelque chose qui se manifeste de façon fréquente dans notre société aussi aliénée qu'elle soit et qui est reconnu de façon simple et courante par l'idée que "chacun a besoin de se sentir utile aux autres". Certains diront que l'altruisme est encore une forme d'égoïsme puisque celui qui le pratique se fait en premier lieu plaisir à lui-même. Soit ! mais c'est là une autre formulation de l'idée défendue par les communistes qu'il n'y a pas par essence opposition - bien au contraire - entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Une opposition entre l'individu et la société se manifeste dans les sociétés d'exploitation, dans les sociétés qui connaissent la propriété privée (c'est à dire privée aux autres) et il n'y a rien là que de très logique : comment pourrait-il y

(SUITE P.7)



PUBLICATIONS DU C.C.I.

REUNIONS PUBLIQUES

aix-en-provence

Permanence : 20 juin, de 18 h à 19 h, au Café "Le Madeleine", place des Prêcheurs.

bordeaux

Réunion publique : 23 juin, à 17 h, au 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA REMONTEE DES LUTTES".
Permanence : 20 juillet, de 18 h à 20 h, même adresse.

dijon

Permanence : Les 2ème et 4ème jeudis de chaque mois, de 18 h 30 à 20 h, à la librairie "Les doigts dans la tête" rue Chabot Charmy.

lille

Réunion publique : 16 juin, 15 h 30, au 12, rue Molière, sur le thème : "TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE".

lyon

Réunion publique : 16 juin, à 17 h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème "LONGWY-DENAIN : NECESSITE DE LA LUTTE AUTONOME DU PROLETARIAT CONTRE L'ETAT ET SES SYNDICATS !"

marseille

Réunion publique : 8 juin, à 21 heures, au 30, rue Ste Victoire, 13006 (sujet non déterminé).
Permanence : 22 juin, de 18 à 19 h, au même endroit.

mulhouse

Réunion publique : 16 juin, à 17 h, au Centre Social Bel Air, 13, rue Fénelon Mulhouse (Dornach) sur le thème : "TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE".

nantes

Réunion publique : 16 juin, à 17 h, au 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème : "FACE A L'OFFENSIVE DE L'ETAT, DE SES PARTIS ET DE SES SYNDICATS, CONTRE LA REPRISE PROLETARIENNE, NECESSITE DE PASSER DU DEBORDEMENT DES SYNDICATS A L'AUTO-ORGANISATION OUVRIERE".

paris

Réunion publique : 9 juin, à 17 h, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage) sur le thème : "FACE A L'OFFENSIVE DE L'ETAT, DE SES PARTIS ET DE SES SYNDICATS, CONTRE LA REPRISE PROLETARIENNE, NECESSITE DE PASSER DU DEBORDEMENT DES SYNDICATS A L'AUTO-ORGANISATION OUVRIERE".

Permanences : tous les samedis à 16 h à la même adresse, sauf, exceptionnellement, le 2 juin (pour tout contact ce jour-là, s'adresser au stand de RI à la fête de LO).

D'autre part, nos lecteurs et sympathisants pourront participer aux forums que nous organisons à la fête de LO, aux heures et suivant les thèmes : "CHINE-VIETNAM, CAMBODGE : CONTRE LES GUERRES IMPERIALISTES, DEVELOPPEMENT DES LUTTES DU PROLETARIAT MONDIAL !" (samedi, 16 heures).

"LONGWY-DENAIN : NECESSITE DE LA LUTTE AUTONOME DU PROLETARIAT CONTRE L'ETAT ET SES SYNDICATS!" (dimanche, 17 h 30).

"OPIUM ELECTORAL, CAMPAGNE ANTI-AUTONOMES : LES GAUCHISTES AU SERVICE DU CAPITAL !" (lundi, 11 heures).

ROUEN

Permanence : 8 juin, à 20 h 30, à la Halle-aux-Toiles.

toulouse

Réunion publique : 22 juin, à 21 h, au 48, rue de la République, sur le thème "LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA REMONTEE DES LUTTES".

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gm AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :

- la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification de des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N°17

- Longwy, Denain nous montrent le chemin
- Deuxième Conférence Internationale et résolutions sur le regroupement
- Sur le parti
- Evolution de la situation en Grande-Bretagne depuis la 2ème guerre (1ère partie)
- Gauche hollandaise (2ème partie)

BROCHURES:

- PLATEFORME de R.I. (1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
- NATION OU CLASSE

INTERNATIONALISME 32

- D'urnes en urnes : la gauche en recherche d'une nouvelle virginité
- Plan VDB : une attaque dans les règles de l'art
- Lutte en France : s'organiser en dehors des syndicats, oui, c'est possible
- Huit mois d'occupation à RBP
- Grèves dans la métallurgie : unifions nos luttes
- Etudiants : ce n'est qu'un début, mais comment continuer ?
- Opinion publique : un fantôme bourgeois qui freine la lutte
- Pétrole : pénurie dans la surproduction ?
- Amin s'en va : avec la bénédiction de Washington
- De Harrisbourg à la 3ème guerre mondiale : un mal nécessaire pour le capitalisme
- PCI : où mène le sectarisme ?
- Le communisme pour lequel nous luttons
- A Anvers, le 11 mai : débat sur les syndicats et la lutte ouvrière autonome.

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17
Abonnements couplés
12 numéros du Journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
C. Gine, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. Gine
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par Les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LE COMMUNISME (suite de la p.6)

avoir harmonie entre d'une part, des hommes qui subissent l'oppression et d'autre part les institutions qui garantissent et perpétuent cette oppression. Dans une telle société, l'altruisme ne peut essentiellement se manifester que sous forme de charité ou sous forme de sacrifice, c'est à dire de négation de l'autre ou de négation de soi-même, et non comme affirmation, épanouissement communs et complémentaires de soi et de l'autre.

Contrairement à ce que voudrait faire croire la bourgeoisie, le communisme n'est donc pas négation de l'individualité : c'est le capitalisme où le prolétaire devient un appendice de la machine qui opère une telle négation et qui la pousse à l'extrême dans cette expression spécifique de son pourrissement : le capitalisme d'Etat. Dans le communisme, dans cette société débarrassée de cet ennemi de la liberté par excellence qu'est l'Etat, dont l'existence est devenue sans objet, c'est le règne de la liberté qui s'instaure pour chaque membre de la société. Parce que c'est socialement que l'homme réalise ses multiples potentialités et parce que disparaît l'antagonisme entre intérêt individuel et intérêt collectif, c'est un champ nouveau et immense qui s'ouvre pour l'épanouissement de chaque individu.

De même bien loin d'accentuer encore la morne uniformité généralisée par le capitalisme comme le soutiennent les bourgeois, le communisme, parce qu'il permet de rompre avec une division du travail qui fige chaque individu dans un rôle qui lui colle à la peau toute sa vie durant, est par excellence la société de la diversité. Désormais tout nouveau progrès de la connaissance ou de la technique n'est plus l'occasion d'une spécialisation encore plus poussée, mais au contraire élargit chaque fois plus le champ des multiples activités à travers lesquelles chaque homme peut s'épanouir ! Comme l'écrivent Marx et Engels :

"Dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui-

est imposée et dont il ne peut sortir ; il est chasseur, pêcheur, ou berger ou critique critique, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence ; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régleme la production générale, ce qui crée pour moi, la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, ou critique".

(L'Idéologie Allemande)

Oui, et n'en déplaise aux bourgeois et à tous les esprits sceptiques ou chagrins, le communisme est fait pour l'homme, l'homme peut vivre dans le communisme et le faire vivre !

Reste un dernier argument à examiner : "Oui le communisme est nécessaire et matériellement possible ! Oui, l'homme pourrait vivre dans une telle société ! mais il est aujourd'hui tellement aliéné dans la société capitaliste que jamais il n'aura la force de réaliser un aussi gigantesque bouleversement que la révolution communiste !" C'est ce que nous ferons dans la suite de cet article.

C.G.

AUTONOMES

(suite de la p.8)

route vers le communisme, bref, tant qu'ils ne sauront pas répondre correctement à la question première : quelle est la force capable de faire la révolution ? Ils tourneront en rond, de cacophonie en cacophonie, de déboussolement en déboussolement, et de déception en déception.

Penser et agir en termes de classe, c'est-à-dire en termes marxistes, c'est le seul moyen de se repérer et de se faire un chemin vers le communisme. Contrairement à ce que répètent en chœur les anarchistes avec les staliniens et les giscardiens, le marxisme, ce n'est pas le stalinisme. La classe ouvrière, ce n'est pas le PC. Le marxisme, c'est envisager le monde du point de vue de la classe ouvrière comme classe combattante et historique. C'est l'instrument premier de l'action de tout révolutionnaire conséquent.

L'autonomie ne sait pas si elle est marxiste. Elle a d'autres problèmes à discuter. C'est pourquoi elle ne sait pas ce qu'elle doit faire, ni même comment discuter pour envisager sérieusement la question.

L'anti-capitalisme en soi, cela ne suffit pas,

R.V.



"AUTONOMES" : L'ANTI-CAPITALISME NE SUFFIT PAS !

• Les "autonomes" sont présentés par la presse comme les éléments "incontrôlés". Incontrôlés par qui ? Par les syndicats. Les autonomes seraient tous les éléments qui refusent de se plier aux consignes syndicales et aux mots d'ordre des parties de gauche.

Qui sont donc ces incontrôlés ? Qui peut donc refuser ainsi d'obéir aux syndicats "ouvriers" ?

Les syndicats et les partis de gauche répondent : étant donné que les syndicats sont la classe ouvrière, ça ne peut être que des éléments anti-ouvriers. Les autonomes sont des flics, d'ailleurs nous en avons les preuves. Et l'Humanité de publier des photos de la carte de police que portait un "autonome" qu'ils ont surpris.

Le gouvernement reprend lui aussi : "les syndicats sont la classe ouvrière", les autonomes, ce ne sont pas des ouvriers, ce sont des pillards, des voleurs, des truands qui profitent des manifestations pour se remplir les poches. Et le Figaro de publier des photos d'un autonome en train de dévaliser un magasin dont la vitrine a été cassée.

Syndicats, partis de gauche et gouvernement répètent en chœur : les ouvriers ne débordent pas les syndicats. Pour ajouter immédiatement l'avertissement clair ! "et nous veillerons à ce qu'il en soit ainsi". Les syndicats réprimeront par la violence de leurs services d'ordre les flics qui oseront ne pas obéir aux "conseils" syndicaux. Quant au gouvernement, que peut-il faire face à des voleurs, sinon les mettre en prison ?

• Qui sont donc les autonomes ? Pour quiconque connaît les méthodes des syndicats et des gouvernements, il va de soi qu'ils ne sont pas plus des voleurs ou des flics que les syndicats ne sont la classe ouvrière. Des flics, il y en avait habillés en "autonomes" mais aussi en "ouvriers" et en "badauds" le long des trottoirs. La police met toujours des policiers en civil autour et au sein des manifestations -non pas pour déborder les syndicats comme le prétendent les syndicats, mais pour mieux repérer les éléments les plus actifs et aider le travail de répression des policiers en uniforme. Des voleurs ? Il y a dans la confusion politique qui caractérise le milieu autonome des éléments pour théoriser le pillage des magasins comme "la critique radicale du système marchand". Mais, premièrement, pour aberrante que puisse être une telle théorie, cela n'a rien à voir avec le vol au sens de truandage dont parle le gouvernement. Deuxièmement, ce n'est là qu'un aspect secondaire de la caractérisation du mouvement "autonome".

NI FLICS, NI VOLEURS,

LES AUTONOMES

SONT-ILS DONC DES OUVRIERS ?

Laissons la parole à un des journaux se réclamant de l'autonomie : "Autonomie pour le communisme" (n°2) : "Nous n'avons besoin d'être légitimés par personne, sinon par nous-mêmes, ni par la vieille classe ouvrière garantie, à laquelle le capital assène en ce moment des coups mortels, ni par l'Empereur de Chine, nous sommes un mouvement à la figure de classe homogène, fait de jeunes prolétaires non garantis, de travailleurs précaires, intérimaires, de chômeurs, nous sommes aussi le mouvement du refus du travail, et comme tel nous exprimons notre révolte, notre violence en toute autonomie, même si dans des moments comme le 23 mars, il est indispensable de faire alliance entre les divers secteurs de la classe, même si ceux-ci ne portent pas les mêmes intérêts, le même projet

[titre de l'article : "L'intelligence en mouvement", souligné par nous).

Si on comprend bien, il nous est dit que les autonomes ce sont en premier

lieu des "jeunes prolétaires non garantis", des "travailleurs précaires, intérimaires", des chômeurs. Ce mouvement se veut distinct de la "vieille classe ouvrière garantie".

Jusqu'à là donc, d'après la définition d'"Autonomie", les autonomes seraient des ouvriers, mais pas n'importe quels ouvriers : les "vieux" ouvriers, ou encore ceux qui ne sont pas des travailleurs intérimaires, ou bien ceux qui ne sont pas chômeurs, ne peuvent pas faire partie de ce mouvement de "jeunes" au "visage de classe homogène".

Mais la définition ne s'arrête pas là : on nous dit encore : "nous sommes aussi le mouvement du refus du travail" ; de quoi s'agit-il ? En fait d'éléments, pour la plupart en provenance du milieu lycéen, étudiant ou ex-étudiant -souvent "ex-militants", parfois anciens combattants de 68- qui soit par l'incapacité du capitalisme à leur fournir une place valable dans le processus de production, soit par refus individuel d'accepter l'intégration au travail, ont été "marginalisés" totalement ou à moitié.

C'est ainsi que les conceptions qui tiennent le haut du pavé dans le courant "autonome" sont celles de la "centralité de la marginalité", pour employer les termes de Negri, un de leurs théoriciens les plus connus. La "marginalité" comme force centrale de la révolution -parce que non "intégrée" au système- telle est l'idée de base de l'Autonomie.

Les "autonomes" sont surtout des éléments en provenance de milieux non-ouvriers que la crise larvée du capitalisme depuis 10 ans a précipités dans la classe ouvrière non pas sous la forme d'ouvriers "actifs", "permanents", mais comme chômeurs ou salariés occasionnels.

LES TARES ET LES CONFUSIONS

OU MOUVEMENT ETUDIANT

Les autonomes ne se cachent pas qu'il règne dans leurs rangs, dans leurs tentatives d'assemblées ou d'organisation, une confusion -le journal "Autonomie" parle de cacophonie- indescriptible.

Le meeting organisé le 23 avril dernier à la Mutualité de Paris en fut une illustration spectaculaire. Pour expliquer cette incapacité chronique à

se mettre d'accord sur un minimum de positions politiques, parfois même à échanger deux arguments de façon cohérente, les autonomes se perdent en conjonctures et anathèmes : pour certains c'est "la faute des orateurs", "qui monopolisent la parole et empêchent la libre expression" ; pour d'autres c'est à cause des "différences de niveau de débat et de pratique" parmi les éléments participants, pour d'autres encore "discuter de positions politiques c'est en soi du bavardage qui ne fait qu'empêcher d'agir".

En réalité la raison de cette incapacité à s'organiser et à s'orienter dans l'action, repose sur le fait que la seule chose sur laquelle le mouvement autonome est plus ou moins d'accord c'est que "le capitalisme est mauvais". C'est un point positif et important, mais c'est loin de suffire pour pouvoir définir les moyens pour combattre le capitalisme.

L'anti-capitalisme des autonomes n'est pas nouveau. Il est une reprise de celui des courants les plus radicaux du mouvement étudiant de la fin des années 60. Dans les universités occupées de mai 68, il y avait fondamentalement deux courants :

Il y avait d'une part celui qui contestait le capitalisme mais en tant que "système des 200 familles" et qui ne voyait dans le socialisme qu'un capitalisme d'Etat où les "fils de famille riche" seraient remplacés par les "membres du parti", les chapeaux haut de forme par des galons. Ils parlaient de "construire le parti dirigeant" et de "démocratiser l'université". Face à ce courant représenté surtout par les stalinien et les gauchistes de type trotskyste ou maoïste, il y avait le courant "anti-bureaucratique". Celui-ci mettait en question le capitalisme à l'est comme à l'ouest, rejetait dans le même sac tous les partis politiques et criait "fin de l'université".

Ce second courant dont le mouvement du 22 mars fut un des représentants les plus connus, fut le seul à se placer sur un terrain "anti-capitaliste".

Les conceptions générales de l'Autonomie aujourd'hui reprennent l'essentiel de cette partie du mouvement étudiant. Elles en portent les côtés positifs : rejet du capitalisme que ce soit sous sa forme occidentale ou stalinienne, rejet des bureaucraties syndicales et des partis de gauche, refus des mascarades parlementaires et "démocratiques". Elles en portent aussi toutes les tares : incapacité à reconnaître dans la classe ouvrière la force essentielle de la révolution communiste, individualisme boutique pour qui tout ce qui ne concerne pas de façon immédiate sa petite personnalité (sa boutique) à soi relève de "sermons de curés", inconstance et irresponsabilité -puisqu'on "n'est responsable que devant soi".

La cacophonie, la confusion inextricable : des A.G. d'autonomes aujourd'hui est la même que celle des A.G. les plus radicales de mai 68 ... la nouveauté en moins.

SAVOIR QUI CONSTITUE

LA FORCE REVOLUTIONNAIRE

A la base de cet anticapitalisme confus réside une faiblesse fondamentale.

Tout comme les étudiants radicaux de 68, les autonomes voudraient détruire le capitalisme, mais ils ne savent pas qui peut le détruire... la question du **COMENT** devient dès lors une question insoluble, absurde.

Les autonomes disent : "Nous n'avons besoin d'être légitimés par personne, sinon par nous-mêmes, ni par la 'vieille classe ouvrière' garantie, à laquelle le capital assène en ce moment des coups mortels".

D'abord, que peut dire cette histoire de "classe ouvrière GARANTIE" ? Garantie de quoi ? D'être exploitée jusqu'à la dernière goutte de sueur ? D'être jetée sur le pavé lorsque les affaires du patron ne vont plus ? D'être obligée de servir de chair à canon dans les guerres entre capitaux nationaux ? De se faire "asséner des coups mortels" ? En quoi ces "garanties" feraient-elles de la "vieille classe ouvrière" un corps qui n'aurait pas "les mêmes intérêts", pas "le même projet" que les jeunes ouvriers, chômeurs ou intérimaires ? Est-ce une question d'âge ? De degré d'exploitation ? Les autonomes croient-ils qu'il y a un âge auquel les ouvriers commencent à être moins exploités ? Lequel ? Croient-ils que la sécurité de l'emploi existe ? Où ça ?

Mais revenons aux problèmes posés par les autonomes : "autonomie pour le communisme" nous dit : "nous n'avons besoin d'être légitimés par personne". "Légitimés" ? Qui s'occupe de chercher ou de refuser des paternités ou autres "légitimités" ? La question pour qui veut vraiment contribuer à la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme, c'est d'abord de savoir **QUELLE EST LA FORCE DANS LA SOCIÉTÉ QUI EST CAPABLE D'AFFRONTIER ET D'ANNIHILER LE POUVOIR DES CAPITALISTES ET DE LEUR APPAREIL D'ÉTAT.**

Posés en ces termes, il devient évident que pas plus les ouvriers et chômeurs jeunes, seuls, que les ouvriers vieux, seuls, ne constituent une force capable d'affronter victorieusement le capital.

Il n'est jamais venu à la tête de personne dans "le vieux mouvement" ouvrier d'opposer ouvriers chômeurs à "ouvriers actifs", ouvriers jeunes à ouvriers vieux. Dans la bourgeoisie, oui, cette idée a été développée dans les mille et une recettes qu'a inventées la classe dominante pour diviser les rangs de son fossoyeur. Est-ce la reprise de cette idée d'oppositions "d'intérêt et de projet entre fractions de la classe ouvrière que les autonomes prétendent "apporter" pour contribuer à la marche vers le communisme ?

Tant que les autonomes ne comprendront pas que cette opposition n'existe que dans leur tête et dans la propagande de la bourgeoisie et ses sociologues, tant qu'ils continueront à tomber dans le panneau de la propagande officielle suivant lequel les syndicats, ce sont les vieux ouvriers et ceux qui débordent les syndicats, ce sont à la rigueur quelques jeunes à la tête trop chaude, tant qu'ils ne comprendront pas que c'est l'ensemble de la classe ouvrière unie qui devra détruire les syndicats, le capitalisme, ses nations et son Etat, ouvrir la

SUITE P.7

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière; IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme qui prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.